

2 Débats

Financement des hautes écoles: un débat national s'impose

OPINION

Au cours des vingt dernières années, l'ETH Zurich a plus que doublé son nombre d'étudiants. A l'EPFL, ce nombre a même été multiplié par trois durant la même période. C'est une excellente nouvelle. Les spécialistes formés dans les écoles polytechniques fédérales sont très demandés. Le marché du travail les accueille à bras ouverts.

La base de ce succès est le soutien et le financement généreux du «Domaine des EPF» par la Confédération. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude au monde politique pour cela. Cependant, les moyens alloués ne suivent pas la croissance depuis environ deux décennies. En raison de la situation tendue des finances fédérales, le parlement, le Conseil fédéral et le groupe d'experts qu'il a mis en place et qui a produit le rapport Gaillard, envisagent d'à nouveau serrer la ceinture. Or il est déjà acté que les deux hautes écoles et les instituts de recherche Empa, PSI, EAWAG et WSL vont disposer d'environ 1 milliard de francs de moins que les besoins financiers prévus pour les quatre prochaines années. Dans ce contexte, il y a du sens à ce que les étudiants apportent eux aussi leur contribution. Particulièrement pour les étudiants étrangers, le rapport qualité-prix à l'ETH Zurich et à l'EPFL est excellent. L'augmentation de leurs frais d'inscription, décidée par le Conseil des EPF et le parlement, est donc justifiable. Mais nous nous engageons ainsi sur une voie délicate: si l'on exige maintenant au moins le triple des taxes actuelles, pourquoi ne pas en exiger cinq ou dix fois plus dans quelques années?

N'oublions pas que les étudiants étrangers apportent énormément à la Suisse. Selon une étude d'Avenir Suisse datant de 2023, la moitié des fondateurs de start-up, c'est-à-dire des entrepreneurs ayant une idée d'entreprise particulièrement innovante, possèdent un passeport étranger. A cela s'ajoute le fait que les étudiants étran-



MARTIN VETTERLI
PRÉSIDENT DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE LAUSANNE

JOËL MESOT
PRÉSIDENT DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE
FÉDÉRALE DE ZÜRICH

Considérer les étudiants comme des «vaches à lait» plutôt que comme des facteurs de succès pour notre pays n'est pas judicieux

gers subissent un coût de la vie très élevé dans notre pays. Ceux qui viennent d'Allemagne, par exemple, ont des dépenses annuelles deux à trois fois plus élevées que chez eux. Les étudiants autochtones sont eux aussi pris dans le tourbillon actuel. Le rapport d'experts Gaillard propose de doubler leurs frais de scolarité.

Considérer les étudiants comme des «vaches à lait» plutôt que comme des facteurs de succès pour notre pays n'est pas judicieux. Aujourd'hui déjà, l'égalité d'accès aux hautes écoles n'est pas garantie à de nombreux talents en Suisse. Selon une étude de l'Université de Berne, les enfants issus de familles sans bagage académique ont deux fois moins de chances d'obtenir un diplôme universitaire que les enfants

de parents titulaires d'un diplôme universitaire. Nous, auteurs de cet article, faisons d'ailleurs partie du premier groupe et sommes reconnaissants d'avoir pu profiter, très jeunes, des faibles obstacles financiers en Suisse pour suivre une excellente formation universitaire.

Les universités anglo-saxonnes sont considérées comme la référence mondiale; il n'est toutefois pas nécessaire de les imiter en tout. Stanford, le MIT et Cambridge demandent chaque année aux étudiants internationaux l'équivalent de dizaines de milliers de francs. En même temps, elles dépendent de ces fonds, le soutien de l'Etat étant faible. Quarante pour cent des universités britanniques sont dans le rouge cette année. Les universités canadiennes sont actuellement confrontées à de sérieux problèmes financiers, car les admissions d'étudiants étrangers sont limitées.

La Suisse ne doit pas en arriver là. Les jeunes hautement qualifiés, d'où qu'ils viennent, ont été et sont un pilier central de la force d'innovation et, en fin de compte, de la prospérité de la Suisse. De même que la dotation stable et adéquate de l'enseignement supérieur par les pouvoirs publics. Un système d'enseignement supérieur dans lequel ces conditions ne sont plus valables est, à notre avis, contraire aux valeurs de la Suisse. Ce n'est pas bon marché – mais cela en vaut le prix. Le grand Abraham Lincoln l'a résumé en ces termes: «Si vous trouvez que l'éducation coûte cher, essayez l'ignorance».

En tant que société, nous devons donc discuter fondamentalement des tâches que les hautes écoles et les instituts de recherche de la Confédération doivent remplir pour servir au mieux la Suisse. Sur cette base, il faut déterminer les conditions-cadres, y compris financières, dont les hautes écoles ont besoin pour accomplir leur mission. Engageons ce dialogue dès maintenant! ■

Les BRICS+ à la veille d'un nouvel élargissement

INCIDENCES



FRANÇOIS NORDMANN
ANCIEN DIPLOMATE, CHRONIQUEUR

La semaine prochaine, le président Poutine recevra une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement à l'occasion du sommet annuel des BRICS+, qui se tiendra à Kazan, capitale du Tatarstan, du 22 au 24 octobre.

Il réunira tout d'abord autour de lui les membres originels des BRICS: Chine, Brésil, Inde, et Afrique du Sud. Puis pour la première fois se joindront à eux les nouveaux membres, cooptés l'an dernier à la suite d'un *power play* de la Chine: Egypte, Ethiopie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis et l'Iran, en dépit des hésitations de l'Inde et du Brésil, soucieux de ne pas donner à leur groupement une coloration trop anti-occidentale. Mais la Chine domine les BRICS et elle a également fait entrer dans le groupe certains des principaux pays producteurs de pétrole, ce qui donne plus de poids à l'ensemble disparate que forme ce club. De plus, le chef de l'Etat hôte a encore invité deux douzaines d'autres pays candidats aux BRICS+, parmi lesquels l'Algérie, l'Azerbaïdjan, le Nigeria et le Venezuela, puissances exportatrices de pétrole, ainsi que Cuba, le Sénégal, la Thaïlande, le Pakistan et la Turquie.

Identifiés dès le début du siècle comme les pays appelés à se développer le plus rapidement, les BRICS se sont effectivement constitués comme tels en 2009, à la suite de la crise financière de 2008. De fait, leur part dans le PIB mondial est passée de 8% en 2000 à 19% en 2019 (chiffres de la Fondation Carnegie). Forts de leur importance croissante dans l'économie mondiale, ils contestent la prépondérance des Occidentaux dans la gouvernance mondiale, en particulier dans le secteur des institutions financières, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Ils voudraient disposer d'une monnaie de réserve alternative au dollar et ont créé à cet effet la Banque pour un nouveau développement, dont les prestations ne totalisent qu'un tiers des prêts consentis par la Banque mondiale.

Cet ensemble aurait à première vue les moyens de rééquilibrer en sa faveur les organes du multilatéralisme. Mais en fait, c'est un rassemblement hétérogène de pays qui s'attachent avant tout à défendre leurs intérêts propres et qui sont souvent dans un rapport conflictuel les uns envers les autres, tout en affichant leur volonté d'exercer plus d'influence dans la direction des affaires mondiales. Le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud ne s'alignent pas sur la Fédération de Russie: ils entendent garder un maximum de flexibilité à l'égard des Etats-Unis et de leurs alliés, jouant tantôt les uns, tantôt les autres.

Le mois dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a été le théâtre d'un épisode qui en dit long à cet égard. Alors qu'elle s'appretait à adopter le document fondamental du Sommet de l'avenir, la Russie a proposé en extrême de renvoyer l'objet, sous prétexte qu'il était trop favorable aux positions occidentales. L'Assemblée a écarté l'amendement russe par 143 voix contre 7 et 15 abstentions. Un seul membre des BRICS a soutenu la Russie: l'Iran – pas même la Chine. Par ailleurs l'Inde et la Chine, puissances nucléaires, sont à couteaux tirés dans l'Himalaya, elles se disputent la maîtrise de l'océan Indien et de surcroît l'Inde est membre du QUAD, un Dialogue quadrilatéral pour la sécurité dont font en outre partie les Etats-Unis, l'Australie et le Japon. L'Iran et l'Arabie saoudite ont beau avoir renoué leurs relations diplomatiques, la rivalité traditionnelle entre ces deux pays ne s'est pas dissipée pour autant. Unanimes pour condamner Israël en raison des opérations militaires à Gaza et au Liban, les pays membres du BRICS n'ont pas sanctionné l'agression russe contre l'Ukraine, prétendant observer une forme de neutralité tout en partageant certains des points de vue de la Russie – la Chine et le Brésil travaillent même à un plan de paix rejeté par Kiev. Les pays qui s'en prennent à l'ordre mondial existant depuis 1945 sont divisés sur la question de la réforme du Conseil de sécurité, la Russie et la Chine s'opposant à la création de nouveaux sièges permanents.

Les BRICS+ se définissent comme le pendant du G7, l'organisme réunissant les plus puissants pays industrialisés du monde. Ils sont encore loin d'en posséder la cohérence et la fermeté. ■

SUR NOTRE SITE

Réfugiés et marché de l'emploi

«Des études en économie comportementale et expérimentale ont établi que le degré de confiance des réfugiés en l'autre (ce dernier étant défini comme un Européen) est comparable à celui des Suisses», écrivent **Stefanie Baumgartner** et **Thierry Madiès**, de la Faculté d'économie de l'Université de Fribourg, et que les normes sociales des réfugiés turcs et afghans sur le lieu de travail sont semblables à celles des Suisses. C'est important, car la confiance en autrui et dans les institutions est fondamentale dans toute société et un facteur majeur d'intégration sur le marché du travail, de coopération et de cohésion sociale. A lire sur

www.letemps.ch/opinions

Défendons mieux la Suisse humanitaire dans notre Constitution!

OPINION

La Suisse a mal à sa tradition humanitaire. Du moins si l'on en croit l'ambiance générale au parlement et au Conseil fédéral. Alors que le monde connaît à nouveau des guerres dramatiques de haute intensité en plusieurs régions, la Berne fédérale semble avoir perdu toute boussole humaniste, allant jusqu'à déshonorer la tradition helvétique en la matière. La Suisse d'Henry Dunant et de la Croix-Rouge est élevée au rang de mythe dans le discours public, mais les décisions politiques récentes sont autant de coups de canif – pour ne pas dire de poignard – dans cet héritage.

De façon indigne et en abandonnant toute forme de rationalité dans la discussion, le parlement s'en est pris frontalement à la contribution suisse à l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient). Lors de cette dernière session d'automne, le Conseil national a même voté une suppression pure et simple de toute contribution à l'agence onusienne. Une motion que le conseiller fédéral Ignazio Cassis s'est empressé d'appliquer sans même attendre son traitement par la Chambre des cantons.

Plus largement, les moyens alloués à l'aide au développement sont constamment et directement remis en question. Dernière attaque en date, et non des moindres: l'augmentation – démesurée! – du budget de l'armée pourrait se faire au détriment de l'aide au développement, cette proie si facile. Des milliards de francs sont en jeu, alors que l'aide publique au développement demeure en Suisse à un niveau largement inférieur à l'objectif international de 0,7% du revenu national brut.

En période de crises globales multiples, ces attaques sont particulièrement cho-



NICOLAS WALDER
CONSEILLER NATIONAL (LES VERT-E/S/G/E)

RAPHAËL MAHAIM
CONSEILLER NATIONAL (LES VERT-E/S/VD)

quantes, non seulement pour des raisons d'éthique, mais aussi parce qu'elles affectent notre réputation et affaiblissent la stabilité mondiale, des éléments intrinsèquement liés à notre prospérité.

Historiquement, la Suisse a joué un rôle clé dans la promotion de la paix depuis le Congrès de Vienne en 1815 qui a instauré un équilibre des puissances en Europe. Nos ancêtres avaient déjà compris que la neutralité ne nous dispensait aucunement de notre responsabilité de contribuer à la stabilité mondiale, bien au contraire.

Un principe de solidarité qui s'est d'autant plus imposé à notre pays avec la création depuis lors d'institutions internationales telles que le CICR, l'ONU et les institutions de Bretton Woods, qui toutes reposent sur la coopération interétatique.

Les enjeux pour la Suisse de contribuer solidairement à l'aide au développement dépassent donc largement la seule obligation morale vis-à-vis de populations en détresse. Il en va aussi de la place que notre pays entend tenir au sein de la communauté internationale.

Bien sûr, des défis demeurent: la pauvreté est persistante et certains gouvernements corrompus suscitent des doutes sur l'utilisation de l'aide au développement.

Cependant, affaiblir cette coopération, qui plus est en abandonnant le Sud aux seuls autocrates russes et chinois, est une voie dangereuse qui aura à terme de graves conséquences sur l'ordre international, y compris pour notre pays.

Pour ceux qui en douteraient encore, il n'y a qu'à observer les conséquences de l'inaction en matière de coopération internationale au Proche-Orient ou au Sahel, ainsi que dans le golfe d'Aden où des populations qui n'ont plus rien à perdre s'en prennent aux navires de fret, menaçant nos chaînes d'approvisionnement.

C'est pourquoi la paix et la stabilité mondiale devraient rester des priorités pour notre petit pays ancré au cœur de l'Europe et dont l'économie est largement globalisée.

Dans un tel contexte, il est temps de se poser la question fondamentale de l'avenir que l'on souhaite pour notre «Suisse humanitaire et internationale». Etonnamment, la tradition humanitaire de la Suisse ne trouve aucun ancrage dans la Constitution fédérale; quant à la coopération au développement, elle est mentionnée de façon très minimaliste (art. 54 al. 2 Cst.).

Et si nous redéfinissions le rôle que la Suisse doit jouer en la matière en modifiant la Constitution? C'est l'appel que nous lançons aujourd'hui aux collectivités publiques, aux ONG, à la société civile et à toutes celles et ceux qui sont préoccupés par le rôle de la Suisse sur la scène internationale: révisons notre Constitution, au besoin par une initiative populaire, pour accorder à la solidarité internationale la place qu'elle mérite. S'il y a bien un Etat qui devrait être capable de résister aux coups de boutoir du populisme en période de guerres et de crises géopolitiques, c'est la Suisse. Sous peine de perdre son âme et son héritage séculaire. ■